Ils sont 63 commandos dont 30 issues des grands commandements du secteur de la sécurité, 20 des unités opérationnelles des FRCI, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale, des Eaux et Forêts, 6 de la société civile et de la presse, 2 du corps préfectoral et 5 des entités de Nations Unies. Ils ont été formés à Grand-Bassam puis à Bouaké à la lutte contre les violences sexuelles.

Selon un communiqué de presse rendu public par l'UNFPA, l'histoire de cette formation est née de " l'engagement pris par Madame (Zainab Hawa Bangura, ndlr) la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies, chargée de la question des violences sexuelles liées aux conflits (BRSSG-VSC), lors de sa visite en Côte d'Ivoire en novembre 2011 ".

La responsable onusienne s'était alors engagée à soutenir la Côte d'Ivoire "dans la construction des compétences spécifiques pour prévenir et répondre aux violences sexuelles liées aux conflits ". Parce qu'affirme le communiqué de presse, " les cas de violences sexuelles n'ont significativement pas varié en Côte d'Ivoire entre 2011 et 2012 malgré le passage à une situation post conflit ".

Le général de brigade Freeman KUSI du Ghana au nom des facilitateurs, a invité les participants à l'atelier de Bassam, à mettre en application ce qu'ils auront appris et à être de bons relais.

Pour sa part, Mme Kaba Fofana, Directrice de la promotion de l'égalité et du genre au ministère de la Famille, de la femme et de la solidarité a salué l'excellence de la collaboration entre le système des Nations Unies et le ministère de la Défense, puis a mis en mission le personnel formé pour le combat contre les violences sexuelles.

Cela sous le regard approbateur du médecin-général de brigade Kouamé Akissi, Directrice de la santé et de l'action sociale des armées. Ce message a été réitéré par Edem Blégé, Directeur de programme au bureau de la Représentante spéciale du secrétaire général de l'Onu, chargée des violences sexuelles liées aux conflits, aux participants de la session de formation de Bouaké.

Le Centre Kofi Annan pour la formation au maintien de la paix, et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ont apporté leur appui technique à ces deux sessions.